



La nouvelle faculté de lettres de Nanterre.



Coupure de presse

Le doyen Grappin s'adresse aux étudiants.



Fonds BDIC

La halte de la Folie-Complexe universitaire.



Fonds BDIC/Elie Kagan

Sur le campus nanterrien.

Les prémices de Mai 68 à la faculté de Nanterre

À la faculté de Nanterre, au cours des mois de janvier à avril 1968, la contestation d'un groupe d'étudiants, qui fonde le Mouvement du 22 mars, devient de plus en plus violente et radicale. Le 2 mai, le doyen Grappin, en accord avec le ministère, décide de fermer la faculté, ce qui déplace le mouvement contestataire à Paris et en province.

● Par Jeannine Cornaille de la Société d'histoire de Nanterre 

En 1968, la faculté de Nanterre, dépendant de l'université de Paris, est une jeune faculté qui a ouvert ses portes en novembre 1964. Les enseignants qui y travaillent cherchent à mettre en œuvre une pédagogie active, privilégiant les travaux pratiques en petits effectifs aux cours magistraux. Pierre Grappin, le premier doyen, a milité contre la guerre d'Algérie.

Les trois premières années de fonctionnement sont calmes mais, à la rentrée 1967, les effectifs ayant beaucoup augmenté, les étudiants déclenchent une grève pour revendiquer l'aménagement de la réforme Fouchet (perçue comme sélective) et l'obtention de moyens supplémentaires. Ils réclament des séances de travaux pratiques à 25 étudiants maximum et des crédits supplémentaires pour la construction d'une bibliothèque universitaire et son équipement en livres de base. Le comité de grève organise ce mouvement de manière originale : les étudiants viennent à la faculté, remettent leurs devoirs et transforment les séances de travaux pratiques en réunions d'information sur la réforme de l'enseignement.

Un leader nommé Cohn-Bendit

Au début de l'année 1968, la contestation se radicalise. C'est à ce moment-là que le groupe dit « des enragés » se constitue. Ce dernier, proche des situationnistes, remet en cause les intellectuels installés, accusés d'être au service de l'ordre bourgeois. Le 8 janvier, lorsque le ministre de la Jeunesse et des Sports, François Missoffe, vient inaugurer la piscine de l'université, il est interpellé par un étudiant, Daniel Cohn-Bendit, qui conteste la valeur de son *Livre blanc* traitant des besoins de la jeunesse car il n'aborde pas les problèmes sexuels des jeunes. Le 26 janvier, des étudiants de sociologie lancent une manifestation pour protester contre le renvoi éventuel de Daniel Cohn-Bendit et la constitution supposée de « listes noires » d'étudiants contestataires à qui le diplôme ne serait pas remis. Certains d'entre eux agissent de

manière violente contre le personnel enseignant, si bien que le doyen Grappin décide de faire appel aux forces de l'ordre. Cette décision est grave car selon les « franchises universitaires » qui datent du Moyen Âge, les universités constituent des lieux où la police ne peut pas pénétrer. Ces événements ne manquent pas de susciter des réactions au sein des syndicats traditionnels d'étudiants : ils condamnent la violence des anarchistes et l'intervention des forces de l'ordre. Quant au corps professoral, il essaie de maintenir le dialogue avec les étudiants mais se montre solidaire de la décision du doyen concernant l'intervention de la police.

Au mois de février, le cycle provocation, répression, solidarité continue. Pierre Grappin, en sortant de son cours, voit un stand dans lequel des affiches proclament « Grappin, NAZI = SS ». Le doyen, qui a été résistant pendant la Seconde Guerre mondiale, est choqué. Il renverse l'égal et écarte son gardien. Aussitôt, les étudiants contestataires affluent. Ils brisent des chaises dont les pieds deviennent des matraques. Devant cette situation, le secrétaire général de la faculté alerte le commissaire de police qui envoie deux groupes de quatre agents. La bagarre éclate, intense et brève. Selon Pierre Grappin, les contestataires ont atteint leur but : face à la présence policière, ils deviennent les défenseurs des libertés universitaires.

Les affrontements se poursuivent au cours du mois de février, puis au mois de mars. Le 22 mars, 142 étudiants, menés par Daniel Cohn-Bendit, occupent la salle du conseil des professeurs, dans le bâtiment administratif. Ce groupe, qui comprend des anarchistes et des situationnistes, fonde le Mouvement du 22 mars. Cette occupation a une valeur symbolique : les étudiants contestataires ont virtuellement pris le pouvoir. À la suite des événements, les 26 et 30 mars, le doyen Grappin convoque l'assemblée de la faculté afin d'envisager les mesures à prendre. Une motion de soutien à l'action du doyen est adoptée à l'unani-

mité. Toutefois, deux tendances se forment parmi les professeurs : les uns sont partisans du retour à l'ordre et réclament plus de fermeté, tandis que les autres cherchent à maintenir les discussions.

Bureaux occupés, professeurs hués

Après les vacances de Pâques, la contestation se prolonge : elle vise Pierre Grappin. Une délégation de contestataires occupe les bureaux du doyen et lui présente une déclaration d'abdication. Il est également menacé par une centaine d'étudiants. Les enseignants sont aussi pris pour cible. Les cours sont perturbés, selon une méthode qui consiste à demander au professeur le droit de faire une communication... qui n'en finit pas. Certains professeurs protestent, ils sont hués ; d'autres se retirent. Certains tentent de chasser les intervenants, ils sont menacés. Seuls quelques professeurs parviennent à s'imposer. D'autres entretiennent le dialogue.

Après ces attaques de la relation enseignants-enseignés, les professeurs partisans de la fermeté deviennent plus nombreux. Le 22 avril 1968, dès le début d'une réunion du conseil de la faculté, une déclaration, signée par 18 professeurs réclamant des mesures fortes pour rétablir l'ordre, est lue. Pendant cette séance, trois mesures sont adoptées : la création d'une force universitaire de sécurité sous l'autorité du doyen, la création d'un conseil universitaire de discipline et la banalisation des surfaces non bâties du domaine pour que la police puisse y intervenir. Finalement, le 2 mai, le doyen Grappin, en accord avec le ministère, décide de fermer la faculté. La contestation, qui se limitait à la faculté de Nanterre, se déplace alors vers la Sorbonne et le quartier latin, puis vers les facultés de province.

Cet article puise ses sources de la thèse et de l'ouvrage de Charles Mercier, René Rémond et Nanterre : les enfante-ments de 68, paru en 2016. L'iconographie vient des fonds de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) située à Nanterre.